



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Rôle et fonction de l'agriculture aux alentours de l'an 2000

G. d'Huyteza

Citer ce document / Cite this document :

d'Huyteza G. Rôle et fonction de l'agriculture aux alentours de l'an 2000. In: Économie rurale. N°91, 1972. pp. 37-41;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1972.2169>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1972_num_91_1_2169

Fichier pdf généré le 08/05/2018

ROLE ET FONCTION DE L'AGRICULTURE AUX ALENTOURS DE L'AN 2000

par G. d'HUYTEZA

Ingénieur en chef du GREF

La méthode des scénarios permet d'esquisser des images du futur provocatrices d'une réflexion qui n'est pas sans intérêt pour l'action immédiate. Difficile est la tentative car l'imagination est toujours encadrée par notre système de pensée et par les projections qu'inconsciemment nous faisons, des tendances constatées.

L'esquisse présentée ici est le résumé d'un travail entrepris en groupe lors d'un des premiers « séminaires » organisés par la « Fondation Européenne de la Culture ».

La Fondation Européenne de la Culture, dont le siège est à Amsterdam, s'est donnée pour mission d'élaborer des « Images guides » permettant de dessiner le profil de l'Europe occidentale de l'an 2000.

Quatre grands projets d'étude et de réflexion ont été lancés sur l'Education, l'Homme Industriel, l'Urbanisation, l'Agriculture dans la société de l'an 2000.

Pour ce quatrième projet, la Fondation a chargé la Société d'Animation et de Recherche et Etude Sociologiques (SARES) d'appliquer ses méthodes « d'animation-programmation » adaptées aux processus de décision à partenaires multiples.

Plusieurs étapes ont été prévues pour élaborer et sélectionner les esquisses d'une telle agriculture en partant d'un inventaire des tendances possibles d'évolution, et aboutir à l'étude systématique des alternatives de développement dans les trente prochaines années.

♦♦

PREAMBULE

Nous supposons assez généralisée en l'an 2000 une attitude scientifique « démystifiante » qui aura permis de faire ressortir de nouveaux besoins constitutifs du bien-être et conditions d'épanouissement de la personne. Ces besoins sont sans doute déjà obscurément ressentis mais ne peuvent encore s'exprimer clairement à cause des **filtres traditionnellement placés dans l'inconscient collectif pour éviter le risque des bouleversements**. Aussi la nouvelle génération constatera-t-elle que certains besoins prioritaires en 1970 étaient hypertrophiés et que d'autres n'étaient perceptibles que par des substituts. L'urbanisme délirant, la voiture et l'appétit des loisirs à la campagne seront donc sans doute déjà revus et corrigés par une plus saine conception de l'aménagement du territoire, une meilleure répartition des activités économiques, de l'habitat et des équipements sportifs et socio-culturels qui lui sont attachés.

A l'aube du 3^{me} millénaire, les différentes formes de « cultures » se sont ré-insérées dans le vécu authentique, sans se séparer vraiment de l'activité professionnelle, et n'encourent plus, comme aujourd'hui, la critique de se « travestir de ce qui fut autrefois l'habit somptueux des corporations et des communautés ».

La démocratie est pratiquée concrètement à plusieurs niveaux de participation, généralisant le système que connaissent partiellement des petits pays comme la Suisse.

Dans un ensemble donné, chaque demandeur, devenu conscient d'être aussi payeur, explicite son point de vue dans une confrontation entre partenaires, éclairée par une comptabilité du « qualitatif », rapprochée désormais de celle du « quantitatif ».

La consommation n'est alors plus mesurée restrictivement en un inventaire de biens matériels, mais appréciée à travers les symbolismes qui lui sont attachés ou grâce au langage des cultures, construites pour appréhender plus complètement la réalité des choses.

Un tel schéma qui s'applique facilement dans les conseils de petites communautés, est transposé aussi dans le dialogue organisé à l'échelle des quartiers, de la cité, des régions et des pays.

L'information, enrichie des techniques de la publicité et de la télévision, est devenue une affaire publique.

L'horizon économique s'est élargi et l'économie politique n'est plus asservie au mythe de la croissance continue des biens matériels consommables.

Nous ramasserons ces hypothèses en disant que sera advenu **un certain socialisme fédéraliste et pluraliste,**

vécu en démocratie ouverte, qui s'est substitué au néo-capitalisme supporté aujourd'hui dans le monde occidental avec une certaine morosité.

LE PRODUIT ET SES CONDITIONS D'ECHANGE

Des blocs de socialisme « monolithiques » et relativement fermés subsistent dans des pays jeunes ; cela n'interdit pas cependant un partage des responsabilités de production alimentaire mondiale qui a donc pu s'imposer au cours d'une vaste concertation. **Les pays tropicaux bénéficiant d'une forte photo-synthèse, les grands deltas féconds et les vastes plaines et plateaux de l'hémisphère Sud fournissent l'essentiel des matières premières de base à l'industrie alimentaire.** Celle-ci consacre le gros de son activité aux nourritures essentielles, sucres, protéines, matières grasses.

Le pétrole et les hydro-carbures fossiles sont réservés désormais à la chimie, notamment pour les levures protéiques. L'énergie est obtenue de la fission atomique en centrales thermiques propres et bien contrôlées. Les déchets radioactifs ne sont pas expédiés sur la lune mais satellitisés ! ...

Les prix des denrées du tiers-monde deviennent plus « justes » grâce à l'élargissement de leur marché.

D'ailleurs la tendance des prix des produits primaires faisant l'objet de transactions commerciales sert de base pour la création et la répartition suivant des critères objectifs, d'une monnaie internationale, ajustée à la conjoncture.

La masse de cette monnaie est périodiquement accrue pour assurer la croissance à long terme de l'économie mondiale ; mais elle tient compte aussi de la valeur de ces produits primaires — dont les denrées alimentaires représentent une grande part — et qui, dans le calcul de l'indicateur des tendances générales de l'économie mondiale, jouent le rôle de régulateur à inertie en raison du peu d'élasticité de leur production et de leur consommation.

Ainsi, promues au rang de paramètres privilégiés du calcul des masses de liquidités mondiales et des clés de leur juste répartition, les denrées agricoles contribuent à fonder l'instrument d'échange, qui sans « peser comme du plomb », ni « briller comme l'or », donne un caractère plus significatif aux rapports entre agents économiques.

Dans le contexte d'un monde où l'organisation agromatique a été dégrossie, l'Europe s'est trouvée une vocation principale à produire des aliments complémentaires, de qualité organoleptique, luxe nécessaire

à la culture populaire dont la gastronomie, cuisine, pâtisserie... est l'expression première : fruits, légumes, viandes, lait. Des innovations technologiques ont enlevé une partie de l'intérêt des forêts de résineux comme producteurs de pâte à papier, mais de nouvelles applications du bois, notamment dans la construction, ont maintenu le caractère commercial de l'exploitation forestière dont la rentabilité est cependant principalement assurée par le prix du paysage, de la purification de l'air et la fourniture de services de re-création.

Le consommateur a fait valoir partout ses exigences raisonnées :

1) aux fournisseurs de sa nourriture de base (garanties d'hygiène, denrées bon marché...) ;

2) aux producteurs de qualité (respect de marques commerciales et adaptabilité aux évolutions souhaitées).

Les soins attentifs apportés aux conditions de production, de récolte et de conditionnement des produits sont correctement rémunérés, donc encouragés.

Par ailleurs, à côté des « bio-culteurs », **il reste de nombreux agriculteurs occasionnels ou amateurs qui s'intéressent aux sous-produits de leur activité agricole dans son environnement** : accueil des citadins, association aux projets consommateurs de terres, valorisation de paysages, organisation du tourisme et des activités ludiques ou contemplatives, assez recherchées pour être payées comme le sont aujourd'hui les services offerts dans les « stations » à la mode.

En l'an 2000 la population dite agricole de France a diminué de moitié. L'agriculture économique comprend alors quelques centaines de milliers d'exploitations de bioculture ou d'élevage, autres que jardinières ou occasionnelles.

L'HOMME ET SA PHILOSOPHIE

L'entrepreneur agricole « bio-culteur » n'appartient plus à un monde à part ; son style d'existence est certes original mais son activité est celle des secteurs secondaires et tertiaires de la vie économique.

D'ailleurs l'horizon économique de la « Société globale » s'est suffisamment élargi pour comprendre désormais l'ensemble des activités, même celles considérées aujourd'hui comme originales ou marginales.

L'économie n'est plus fondée sur le mythe de la croissance continue de biens matériels consommables : le statut social de la personne, son appétit de culture, ses désirs d'évasion, l'aspiration profonde au « dépassement », font partie de son domaine ; elle est devenue, à l'image de la biologie, une science de la vie.

L'agriculteur de l'an 2000 occupe un territoire qualifié de « rural » parce que son urbanisme est plus extensif que celui des concentrations urbaines ou industrielles, héritage des générations précédentes. Or l'industrie n'est plus liée à la ville, redevenue lieu d'habitat, de communication, d'échange et de culture.

Il s'applique à la « bioculture » avec le respect des équilibres écologiques : dans ce patient et attentif exercice, il a maintenu l'essentiel des valeurs des traditions de la vieille agriculture.

Il habite généralement la ville voisine, à quelques dizaines de kilomètres de son lieu d'activité ; sa famille jouit des facilités des services urbains. Ceux qui préfèrent l'isolement ou qui sont responsables d'ateliers de grandes entreprises, vivent dans des hameaux desservis par les réseaux de communication et les équipements techniquement au point.

Les femmes rurales ne sont plus asservies aux corvées multiples et sans limites précises de la ferme ancienne. Elles choisissent librement des tâches associées, exercent un autre métier, à temps partiel si elles sont mères de famille, en attendant de se reconverter après les 18 ans de leur dernier enfant.

Cette nouvelle génération de ruraux « urbanisés » a su tirer parti des valeurs de civilisation que l'on sentait de tout temps conservées dans l'état d'agriculteur. **Elle a réussi à imposer à la Société tout entière son exigence du mieux vivre qui est celle de vivre autrement.** Ses parents furent appelés les jardiniers de l'espace à une époque où l'on découvrait avec quelque émotion que presque seule parmi les autres activités humaines, l'agriculture fournissait des sous-produits bénéfiques car régénérateurs ou régénérants. Les satisfactions collectives à l'égard de l'environnement ayant été de plus en plus finement comptabilisées, les qualités de l'environnement social, mises en relation étroite avec les conditions de vie, celles de l'environnement physique avec les équilibres du milieu de vie, on est arrivé enfin à prendre au sérieux **l'humanisme des biens immatériels qui, à y regarder de près, est le message profond d'un certain ruralisme dynamique.**

La philosophie du droit en a été profondément marquée : à la différence des biens matériels, **on jouit de ces biens immatériels en y participant et non en se les appropriant** ; la solidarité s'expérimente dans l'exercice de cette participation. Une telle jouissance est une « forme de l'être » (on est cultivé), tandis que celle des biens matériels est une « forme de l'avoir » (on a une auto).

Les vieilles valeurs culturelles ont été le germe d'une **Révolution culturelle.** Le sage chinois n'avait-il pas raison d'annoncer que... le « nouveau naît de l'ancien » !...

L'ESPACE ET SON AMENAGEMENT

C'est le facteur qui, avec le « temps », est devenu particulièrement rare, donc précieux, et l'objet d'âpres compétitions. Ils méritent tous deux un « aménagement » soigné (1).

Point de vue du temps

Il aura fallu attendre plus de deux mille ans après la diffusion de l'évangile de Jésus-Christ pour que soit enfin réalisée l'importance de la fameuse boutade : « Le Sabbat est fait pour l'homme et non l'homme pour le Sabbat ».

En remplaçant « Sabbat » par « temps » ou par « calendrier », cette boutade est maintenant la proposition fondamentale qui règle les durées, rythmes et alternances des travaux principaux et secondaires, des courses, des distractions et récréations. Les horaires fixes sont limités à une partie seulement du service à rendre ; pour le reste on bénéficie du **libre-service-temps**.

Point de vue de l'espace, support de la nature

Socialisation de la terre, socialisation de la nature ne sont par des formules magiques que l'an 2000 aura fait fleurir pour satisfaire une idéologie. Ce sont des exigences vitales qui passent donc par des systèmes régulateurs divers et variés à fonctionnement souple et décentralisé ; la démocratie organique en est l'expression politique, ce qui veut dire que les intéressés participent à l'aménagement, à l'affectation de l'espace, à la mise en ordre des éléments du cadre de vie.

Presque partout le droit romain de propriété formel et absolu est tombé en désuétude ; **il a fait place à un droit d'usage temporaire qui n'excède pas le temps d'un « jubilé », en tous les cas, calculé aux conditions raisonnables d'amortissement.**

D'une certaine façon le droit de propriété a été remplacé par l'exercice d'un « devoir de propriétaire » dont étaient si pénétrés nos paysans d'antan qui se considéraient comme d'humbles usufruitiers d'une terre qu'ils tenaient du « Seigneur », la faisaient fructifier « en bon père de famille ».

Donc à l'aube du troisième millénaire nous sommes arrivés à un troisième âge de la création :

la nature a d'abord contrôlé l'homme,
puis l'homme a exploité la nature,

enfin l'homme commence à intelligemment contrôler l'homme...

(1) Voir les récents ouvrages prospectifs : CHALENDAR (M. de). — Aménagement du temps. — SAINT-MARC (M. de). — Socialisation de la Nature.

et ce contrôle commence par la limitation du domaine et du cadre d'exercice du droit de propriété, par une péréquation de la valeur des terres en des « zones d'aménagement concertées » assez vastes pour y implanter des fonctions complémentaires, pas trop cependant pour associer les propriétaires fonciers aux projets consommateurs d'espace.

Comme valeur refuge, le prix de la terre a baissé, car la nouvelle démocratie socialiste, sous la pression des événements, a enfin réussi à planifier l'usage du support foncier. Par le jeu combiné de l'imposition foncière, du soutien d'offices publics d'investissement foncier (drainant des capitaux en vue de l'acquisition systématique de réserves à des prix d'expropriations « normalisés »), par le recours à la préemption sur « l'affermage » à long terme des terres destinées aux villes et équipements collectifs, les collectivités peuvent enfin se donner l'étoffe d'un urbanisme décongestionné.

Cette part faite aux besoins des collectivités locales, il restera encore 80 % du territoire « non urbain », campagne et nature.

**

L'aménagement du territoire est devenue une réalité, conçu et appliqué de façon décentralisée. En France, trois grandes zones se dessinent, à vocation distincte, en raison de leurs caractères géographiques et agronomiques :

1) **Une zone d'intensification culturelle** pratiquant surtout des cultures végétales, légumières et fruitières, où le « bioculteur » maîtrise presque totalement les facteurs de production, eau, soleil, aération, oligo-éléments... ; des entreprises de haute technicité y élaboreront les produits de terroir complémentaires de la nourriture de base fournie par le commerce mondial.

Egalement des céréales et cultures industrielles : soja, tournesol, betteraves, maïs... que les milieux favorables permettent d'obtenir concurrentiellement.

Les champs ouverts alternent avec les serres ; des ateliers d'élevage y trouvent souvent des conditions de rentabilité parfois aussi bonnes que dans les systèmes extensifs très spécialisés conduits par ailleurs sur les vastes exploitations des zones vertes accidentées des massifs granitiques ou calcaires.

Cette zone comprend les plateaux limoneux du Bassin Parisien, de l'Est, les grandes vallées irrigables et la façade méditerranéenne bien ensoleillée.

2) **Une zone vallonnée d'élevage extensif** (par rapport à la surface d'exploitation) de bovins ou moutons. A côté des grandes surfaces qui auront pu se constituer lorsque s'offriront, groupées, des terres abandonnées), une agriculture de « maintenance » y subsiste ; elle

laisse à certaines époques aux exploitants un temps suffisant pour leur permettre d'accueillir les familles de citadins des grosses agglomérations (dont le développement cancéreux n'aura pu être encore résorbé). Les résidents et les promeneurs trouveront dans les pays vallonnés du Massif Central, des Préalpes et des Petites Pyrénées, gîtes ruraux et les fermes aménagées, offrant au contact vivant et authentique de leur activité, le repos, la détente et la récréation à bon marché.

3) **Les zones géographiquement extraordinaires** aux sites irremplaçables, haute montagne, bords de mer, Causses, gorges de rivière, belvédères, architectures forestières monumentales...

On y pratique les activités ludiques, sportives, touristiques, la contemplation solitaire ; on y trouve aussi les « stations » à la mode...

Veillent à l'aménagement de ces zones des hommes de goût et sensibles à l'environnement pour les parties en voie d'urbanisation, ou des hommes aptes à percevoir les conditions des équilibres de grands espaces naturels pour les parties encore vastes, non occupées par des constructions ou équipements ni soumises à leurs servitudes.

Sur les grands espaces disponibles, des associations foncières montagnardes ont groupé les terres de pâturage et les prés-bois, les ont offertes aux groupements pastoraux ou aux entreprises d'élevage transhumant qui trouvent dans un système extensif à grande échelle, des conditions de rentabilité intéressantes.

Les éleveurs que gênent dans la conduite de leurs troupeaux les sujétions et servitudes imposées par ceux qui entendent aussi profiter de ces lieux privilégiés, reçoivent un dédommagement sous forme de soutien personnalisé « assurant » la poursuite de leur entreprise jusqu'à la limite du possible.

Les terres destinées aux constructions et équipements ont été soit achetées par des « offices fonciers », soit affermées en bail emphytéotique par les collectivités ou en rentes viagères versées à leurs propriétaires ; certains ont su tirer un meilleur parti de leurs biens en s'associant habilement avec les collectivités locales, les promoteurs concessionnaires, les constructeurs et les exploitants pour l'allotissement de leurs parcelles.

..

CONCLUSION

Ceux à qui cette fresque d'un avenir assez proche apparaît commandée par une vue prospective au sens où elle met en relief un certain « souhaitable des possibles », sont déjà certainement sensibles à toute une série de tendances diffuses et de tentatives éparses qui s'avèrent les prémices de ces mutations et dont la ré-

flexion précédente s'est inspirée. Les plus impatientes et peut-être aussi les plus réalistes d'entre eux craindront le pourrissement que risquent de subir les situations trop lentement évolutionnistes ; ils voudront accélérer les processus engagés actuellement presque honteusement et très timidement, parce que leurs promoteurs éprouvent les habituelles difficultés des prophètes qui prêchent en leur pays sans trouver les appuis politiques, généralement consacrés aux entreprises à court terme et de succès assuré.

Mais les crises plus ou moins larvées que nous vivons dans des domaines aussi divers que ceux du monétaire, de l'urbanisation, de l'adaptation du monde rural, les excès ou les scandales dont nous souffrons dans l'immobilier, l'appropriation des terres, la gestion des ressources rares de la Nature..., sont autant d'occasions de redressements spectaculaires ; certains y verront même des signes de renouveau ! D'autres, de tempérament plus pessimiste, y trouvent au contraire la justification de leur condamnation du monde au pire destin ; et pourtant « le pire n'est pas toujours sûr ! ».

De telles considérations générales, s'appuyant sur des idées devenues presque banales, apparaîtront cependant ici à leur place si l'on veut bien admettre que la « mutation de l'agriculture » et « la conversion du monde rural » (que nous préfererions appeler ré-adaptation du rural à un nouveau mode d'occupation du territoire) sont conditionnées par le bouleversement de tout un contexte social, politique et économique.

Supposons advenues certaines grandes réformes politiques de la taille de celle qui sanctionnera inéluctablement l'évolution de nos sociétés vers une décentralisation raisonnable (en conservant la personnalité et le dynamisme des différents groupements unificateurs, régions, pays, communautés, fédérations...). Alors s'étendront rapidement bien des expériences, actuellement menées en ordre dispersé, de passage du paysan « bon à tout faire » au bioculteur, à l'éleveur...

Dès maintenant le soutien de ces expériences — facilement repérables en se référant aux thèmes majeurs, qui par leur répétition même sont l'expression de la politique agricole de notre époque — engage déjà l'avenir.

Et dans ces domaines d'intérêt public, comme en affaires privées fortement motivées, il est peut-être plus important de saisir résolument des occasions que de résoudre des problèmes.